

(N° 307)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1920-1921.

COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION

XXXV

Revision de l'article 26 de la Constitution ⁽¹⁾.

REFERENDUM

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. HUYSMANS.

MESSIEURS,

La Chambre avait décidé, après un court débat, de renvoyer pour un nouvel examen à la Commission des XXI les propositions relatives à la question du referendum et de la consultation populaire.

⁽¹⁾ *Doc. parl.*, Chambre (session de 1919-1920) :

Déclarations du Pouvoir législatif (*Moniteur* du 23 octobre 1919, n° 296) et *Règlement de procédure*, n° 47^I.

Rapport de M. Neujean concernant l'article 39, n° 287^{III}.

Rapport de M. Troclet concernant l'article 47, n° 288^{IV}.

Rapport de M. Carton de Wiart concernant l'article 48, n° 289^V.

Rapport de M. Poncelet concernant l'article 49, n° 290^{VI}.

Rapport de M. Troclet concernant l'article 50, n° 291^{VII}.

Rapport de M. Neujean concernant l'article 51, n° 292^{VIII}.

Rapport de MM. Neujean, Poncelet et Troclet concernant l'article 52, n° 293^{IX}.

Amendement à l'article 52, n° 358^X.

Amendement à l'article 47, n° 364^{XI}.

Rapport complémentaire de M. Troclet concernant l'article 52, n° 379^{XII}.

Rapport complémentaire de M. Poncelet concernant l'article 49, n° 380^{XIII}.

Premier rapport complémentaire de M. Troclet concernant l'article 47, n° 427^{XIV}.

Deuxième rapport complémentaire de M. Troclet concernant l'article 47, n° 453^{XV}.

(Voir suite des notes page 2.)

La raison de ce renvoi était qu'il semblait de se dessiner un mouvement en faveur d'une solution transactionnelle. Sur plusieurs bancs où l'on avait combattu l'idée d'un referendum organique, c'est-à-dire l'instauration d'un pouvoir nouveau avec droit de sanction, des membres avaient accepté la suggestion qu'il pouvait être utile et prudent à la fois de ne pas écarter la possibilité pour le Parlement de consulter les électeurs, de demander leur avis soit avant, soit après un des votes sur l'ensemble d'une proposition, émis soit par la Chambre, soit par le Sénat. Cette pensée avait trouvé d'autant plus de partisans à ce moment que la question de savoir si une consultation éventuelle était conforme à l'esprit de la Constitution actuelle avait été considérée comme fort discutable. Les uns disaient que la Constitution ne s'opposait pas à pareille consultation. Les autres argumentaient, au contraire, qu'aucun article ne permettait de conclure affirmativement. En tous cas des juristes éminents, parmi lesquels des présidents de la Chambre, s'étaient déclarés favorables à la première interprétation.

Au moment du renvoi à la Commission, la Chambre voulait donc faire examiner la question sous un aspect particulier. Tout en n'écarterant du nouvel examen aucune formule ancienne ou nouvelle, elle avait donné à la Commission la mission spéciale d'examiner tout au moins s'il n'était pas possible de découvrir une formule qui permettrait d'entrouvrir la porte à une consultation occasionnelle,

Doc. parl., Sénat : n° 128, 129, 130, 132, 137, 143, 199, 200 et 229 de la session de 1919-1920.

Moniteur Belge : 3 décembre 1920, sanction des articles 48, 50 et 52 (15 novembre 1920).

Moniteur Belge : 10 février 1921, sanction de l'article 47 et de la disposition transitoire s'y rapportant (7 février 1921).

Doc. parl., Chambre (session de 1920-1921).

Rapport de M. Masson concernant les articles 26, 27 alinéa 2, 53, 54, 55, 56, 56^{bis} et 57, n° 94^{XVI}.

Amendements à l'article 26, n° 105^{XVII}.

Amendements à l'article 53, n° 135^{XVIII} et 149^{XIX}.

Disposition transitoire annexée à l'article 53, n° 155^{XX}.

Rapport de M. Masson concernant la disposition transitoire à l'article 53, n° 160^{XXI}.

Rapport de M. Max concernant l'article 108, alinéa 2, n° 2°, n° 206^{XXII}.

Rapport de M. Huysmans concernant le referendum (art. 26), n° 207^{XXIII}.

Amendement du Gouvernement à l'article 108, alinéa 2, 2°, n° 242^{XXIV}.

Proposition de M. Troclet (consultation populaire), n° 243^{XXV}.

Amendement de M. Van Remoortel à la proposition de M. Troclet (art. 26), n° 246^{XXVI}.

Rapport de M. Begerem concernant les Cours d'appel (art. 104), n° 248^{XXVII}.

Rapport de Mechelynck concernant la Cour de Cassation (art. 93, al. 1^{er}), n° 254^{XXVIII}.

Rapport de M. Masson concernant la Procédure de revision (art. 131), n° 258^{XXIX}.

Amendements de MM. Lemonnier et Troclet (referendum), n° 259^{XXX}.

Rapport de M. Helleputte concernant la garde-civique (art. 122 et 123), n° 284^{XXXI}.

Rapport de M. Mechelynck concernant le Conseil d'État et Cour du contentieux administratif (art. 26, 105 et 106), n° 288^{XXXII}.

Texte de l'article 53 amendé par le Sénat, n° 290^{XXXIII}.

Texte de l'article 55 amendé par le Sénat, n° 299^{XXXIV}.

Doc. parl., Sénat : n° 61, 62, 63, 64, 65, 66, 68, 107 et 129 (sessions de 1920-1921).

(2) Composition de la Commission, n° 50^{II} de la session 1919-1920.

les Chambres restant maîtresses de s'inspirer ou non du résultat de cette forme de referendum.

La Commission s'est trouvée en présence de quatre formules :

La première, celle de M. Lemonnier :

- « Les projets de loi, adoptés par les deux Chambres, sont soumis au rejet ou
- » à l'adoption des électeurs appelés à élire les membres de la Chambre des
- » Représentants, si la demande en est faite par 100,000 électeurs.
- » Cette disposition ne s'applique pas aux lois de budgets, aux lois d'organi-
- » sation de la défense nationale, aux lois approuvant les traités de paix, d'alliance
- » et de commerce, ni aux lois qui ont un caractère d'urgence.
- » Le caractère d'urgence est prononcé par la majorité des membres qui
- » composent chacune des deux Chambres. »

La seconde, celle de M. Troclet :

- « Le pouvoir législatif s'exerce collectivement par le Roi, la Chambre des
- » Représentants et le Sénat.
- » Les deux Chambres peuvent néanmoins déclarer qu'un projet de loi
- » adopté par elles ne sera soumis à la sanction royale que s'il recueille la
- » majorité des votes au cours d'une consultation à laquelle prennent part les
- » électeurs appelés à élire les députés à la Chambre des Représentants.
- » L'organisation de cette consultation est réglée par la loi.
- » Ces électeurs peuvent, avant le vote définitif des projets de loi, être consultés
- » sur l'opportunité ou sur les principes de ces projets.
- » Cette consultation ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi qui en détermine
- » l'organisation et qui fixe les questions sur lesquelles les électeurs sont appelés
- » à donner leur avis.
- » Ces consultations se font au vote secret. »

La troisième, celle de M. Mechelynek :

- « La loi peut décider que les citoyens inscrits sur les listes électorales pour la
- » Chambre des Représentants peuvent être consultés sur les propositions de loi
- » votées par les deux Chambres ou par l'une d'elles.
- » La loi qui décide la consultation fixe les conditions dans lesquelles il y est
- » procédé. »

La quatrième, celle de MM. Mechelynek et Troclet :

- « Le Pouvoir législatif s'exerce collectivement par le Roi, la Chambre des
- » Représentants et le Sénat.
- » Les électeurs appelés à élire les Représentants peuvent, en vertu d'une loi,
- » être consultés sur un projet de loi voté par les deux Chambres ou par l'une
- » d'elles.
- » La loi qui ordonne cette consultation détermine les conditions dans les-
- » quelles il est procédé. »

La formule première de M. Lemonnier n'est que la réédition de la proposition qui avait déjà été rejetée en première lecture. Elle consacre le droit de sanction : elle soumet les projets à rejet ou à adoption, mais elle limite le nombre de ces projets. Elle exclut les lois de budget, elle exclut tout ce qui touche à la défense ou à la sécurité nationales, elle exclut les traités de commerce, elle exclut également les lois qui, d'après le Parlement, auraient un caractère d'urgence.

L'unique modification que M. Lemonnier a apportée à son premier texte, c'est que la demande de referendum au lieu d'être faite par 50,000 électeurs, devrait être formulée par 100,000 électeurs. L'auteur de la proposition a doublé son chiffre pour répondre à des objections qui avaient été indiquées à la discussion première.

M. Lemonnier avait indiqué dans son rapport de minorité, les raisons qui militaient en faveur de sa proposition (p. 4). Ces raisons étaient identiques aux arguments que le rapporteur de la majorité avait résumés dans la partie de son premier rapport consacré à l'exposé de la thèse des partisans du système (pp. 2 et 3). Le referendum interprète mieux la volonté de la nation, il éduque et élève la conscience du peuple. Il atténue l'acuité des luttes politiques parce qu'il ne se préoccupe pas des personnes. Il assure mieux l'obéissance aux lois. Il est favorable à une politique d'économie.

Les objections à ce système n'ont pas varié. On les trouvera également à la page 3 du premier rapport. Des membres ont fait valoir notamment que le système proposé par M. Lemonnier est incomplet, car il ne prévoit pas la forme la plus intéressante du referendum suisse : le droit d'initiative. Et M. Lemonnier se trompe quand il affirme que les articles de la Constitution, relatifs à l'initiative, ne sont pas compris parmi les articles à reviser.

D'autre part, et c'est un des arguments principaux, la grande majorité de la Commission n'a pu admettre que 50,000 ou même 100,000 électeurs aient le pouvoir d'arrêter le travail parlementaire et d'entraver la confection des lois. On se plaint déjà de la lenteur parlementaire. L'ordre du jour des Chambres est aussi encombré que les rôles des tribunaux. Une des raisons pour lesquelles la confection des lois est parfois vicieuse, c'est que trop de propositions et trop de projets attendent leur tour : l'on veut et l'on doit se hâter. De nouveaux retards et de nouvelles complications aggraveraient encore le mal, et l'on ne sait pas ce qui arriverait dans un pays de passions de parti comme le nôtre, si une légère fraction du corps électoral pouvait à volonté, sous la protection d'un nouveau texte constitutionnel, frapper de stérilité tout l'effort législatif d'une démocratie naissante.

Le texte de M. Lemonnier a été repoussé par 12 voix contre 4.

* * *

Le texte de M. Troclet est identique à l'amendement qu'il avait présenté le 10 mai. Ce texte disait que les Chambres auraient pouvoir de déclarer qu'un projet adopté par elles ne serait soumis à la sanction royale que s'il recueillait la majorité des voix au cours d'une consultation à laquelle prendraient part les électeurs appelés à élire des députés à la Chambre des Représentants.

Le principe de cette formule est fort différent du texte de M. Lemonnier. Tout d'abord, ce sont les Chambres qui décident s'il faut avoir recours à une consultation qui a un caractère de décision. Cette consultation se place avant la sanction royale. Elle évite une partie des inconvénients qui ont été signalés plus haut. Elle a été repoussée néanmoins par 10 voix contre 6, pour des raisons de principe : la consultation ayant pouvoir de décision.

. . .

La troisième proposition, déposée par M. Mechelynck, était signée de partisans et d'adversaires du referendum organique. Elle a un caractère transactionnel. Elle dit qu'une loi peut ordonner une consultation des électeurs pour la Chambre, soit après le vote de la Chambre, soit après le vote du Sénat, en tous cas avant la sanction royale. Mais, contrairement aux formules précédentes, le Parlement resterait maître de la décision. Le Parlement consulterait sans plus. Il resterait libre de suivre ou de ne pas suivre l'avis des électeurs.

Il a été objecté à cette formule qu'une consultation, dans ces conditions, serait fort problématique, car il arriverait fort rarement que des Chambres, qui auraient pris attitude, jugeraient encore utile de consulter le pays. D'autre part, la sanction fait défaut dans le système. On consulte le pays, mais le Parlement peut maintenir son opinion, même si celle-ci est contraire à l'avis exprimé par les électeurs.

Les partisans de l'amendement ont fait valoir, qu'en fait, il n'innove rien. D'après eux, la Constitution actuelle n'interdit pas une consultation, dans le sens étymologique du mot. D'autre part, il est inexact qu'il n'y ait pas sanction, car le Parlement décide. Enfin, il serait dangereux de rejeter ce texte, car le rejet serait un recul sur la situation actuelle.

La formule de M. Mechelynck a été rejetée par 10 voix contre 6.

. . .

La dernière formule, transactionnelle également, s'inspire des mêmes principes que le texte précédent :

- « Les citoyens appelés à élire les membres de la Chambre des Représentants »
- » peuvent, avant le vote d'un projet de loi par l'une des deux Chambres, être »
- » consultés sur les principes et l'opportunité du projet.
- » Cette consultation a lieu en vertu d'une loi qui en détermine les conditions.
- » Elle se fait au vote secret. »

Elle maintient le caractère purement consultatif du referendum à décider par une loi. Mais elle diffère du texte précédent quant au moment. Elle dit que cette consultation doit avoir lieu avant que la Chambre ou le Sénat ait voté le projet, et elle porte soit sur les principes, soit sur l'opportunité du projet, dans les conditions que le Parlement aurait à déterminer.

Une dernière objection a été faite à cette formule. Elle dit qu'il n'est pas certain que le corps électoral sera le même pour la Chambre et pour le Sénat et,

dans ces conditions, on ne peut admettre que l'on prenne comme opinion du pays l'avis de la majorité d'un seul corps électoral. A cette objection il a été répondu que le corps électoral de la Chambre est le plus large et qu'il est dès lors censé représenter mieux l'opinion du pays légal. Cette dernière formule a été rejetée par parité de voix : 8 contre 8.

* * *

Un des membres de la Commission, constatant le rejet de toutes les formules, a émis l'opinion que cet échec ne devait en rien modifier le sens que d'aucuns attachent au texte constitutionnel et qui, d'après lui, n'interdit pas la consultation éventuelle des électeurs.

D'autres membres ont émis l'opinion qu'au contraire, le rejet de toutes les formules et notamment de celles qui visent la forme consultative de referendum doit fixer désormais le sens qu'il faut attribuer au texte de notre charte fondamentale.

Mais en présence de ces divergences d'idées, il a été décidé de soumettre cette question d'interprétation à la Constituante elle-même, d'autant plus qu'une majorité semble se dessiner au sein du Sénat en faveur de l'introduction du principe du referendum dans le texte constitutionnel.

Le Rapporteur,
C. HUYSMANS.

Le Président,
ÉMILE BRUNET.

(N^o 307)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1920-1921.

COMMISSIE VOOR DE HERZIENING DER GRONDWET.

XXXV

Herziening van artikel 26 der Grondwet ⁽¹⁾.

REFERENDUM

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HUYSMANS.

MIJNE HEEREN,

Na een kort debat had de Kamer beslist, de voorstellen betreffende het referendum en de volksraadpleging tot nieuw onderzoek te verwijzen naar de Commissie der XXI.

⁽¹⁾ *Gedrukte stukken van de Kamer (zittingsjaar 1919-1920) :*

Verklaringen van de Wetgevende Macht (*Staatsblad*, 23 October 1919, n^o 296) en
Na te komen regelen tot herziening, n^o 41^I.

Verslag van den heer Neujean over artikel 39, n^o 287^{III}.

Verslag van den heer Troclet over artikel 47, n^o 288^{IV}.

Verslag van den heer Carton de Wiart over artikel 48, n^o 289^V.

Verslag van den heer Poncelet over artikel 49, n^o 290^{VI}.

Verslag van den heer Troclet over artikel 50, n^o 291^{VII}.

Verslag van den heer Neujean over artikel 51, n^o 292^{XIII}.

Verslag van de heeren Neujean, Poncelet en Troclet over artikel 52, n^o 293^{IX}.

Amendement op artikel 52, n^o 358^X.

Amendement op artikel 47, n^o 364^{XI}.

Aanvullend verslag van den heer Troclet over artikel 52, n^o 379^{XII}.

Aanvullend verslag van den heer Poncelet over artikel 49, n^o 380^{XIII}.

Eerste aanvullend verslag van den heer Troclet over artikel 47, n^o 427^{XIV}.

Tweede aanvullend verslag van den heer Troclet over artikel 47, n^o 453^{XV}.

(Zie vervolg der nota's bladzijde 2.)

De reden daarvan was, dat er een beweging scheen te ontstaan ten voordeele van eene bemiddelende oplossing. Van verscheidene zijden, waar men de gedachte van een organiek referendum had bestreden, namelijk de instelling van een nieuwe macht met recht van bekrachtiging, waren leden toegetreden tot het denkbeeld, dat het nuttig en tevens voorzichtig zou kunnen zijn, voor het Parlement niet de mogelijkheid uit te sluiten om de kiezers te raadplegen, om hunne zienswijze te vragen hetzij vóór, hetzij na een der stemmingen over een wetsvoorstel in zijn geheel, door de Kamer ofwel door den Senaat uitgebracht. Dit denkbeeld had, op dit oogenblik, zooveel te meer aanhangers gevonden, daar de vraag of een mogelijke raadpleging overeenstemde met den geest der huidige Grondwet, als zeer betwistbaar was aangezien geworden. De eenen zegden dat de Grondwet zich tegen zulke raadpleging niet verzette; de anderen voerden integendeel aan, dat geen enkel artikel toeliet daarop bevestigend in te gaan. Wat er ook van zij, uitstekende rechtsgeleerden, waaronder voorzitters van de Kamer, waren tot de eerste verklaring toegetreden.

Bij het verwijzen naar de Commissie, wilde de Kamer dus de vraag doen

Gedrukte stukken van den Senaat : n^os 128, 129, 130, 132, 137, 143, 199, 200, 229 van het zittingsjaar 1919-1920.

Belgisch Staatsblad : 3 December 1920, bekrachtiging der artikelen 48, 50 en 52 (15 November 1920).

Belgisch Staatsblad : 10 Februari 1921, bekrachtiging van artikel 47 en van de desbetreffende overgangsbepaling (7 Februari 1921).

Gedrukte stukken van de Kamer (zittingsjaar 1920-1921) :

Verslag van den heer Masson over de artikelen 26, 27, lid 2, 53, 54, 55, 56, 56bis en 57, n^o 94^{xvi}.

Amendementen op artikel 26, n^o 105^{xvii}.

Amendementen op artikel 53, n^os 135^{xviii} en 149^{xix}.

Overgangsbepaling gevoegd bij artikel 53, n^o 155^{xx}.

Verslag van den heer Masson over de overgangsbepaling bij artikel 53, n^o 160^{xxi}.

Verslag van den heer Max over artikel 108, lid 2, n^o 2, n^o 206^{xxii}.

Verslag van den heer Huysmans over het referendum (art. 26), n^o 207^{xxiii}.

Amendement van de Regeering op artikel 108, lid 2, 2^o, n^o 242^{xxiv}.

Voorstel van den heer Troclet (Volksraadpleging), n^o 243^{xxv}.

Amendement van den heer Van Remoortel op het voorstel-Troclet (art. 26), n^o 245^{xxvi}.

Verslag van den heer Begerem over de Hoven van Beroep (art. 104), n^o 248^{xxvii}.

Verslag van den heer Mechelynck over het Verbrekingshof (art. 95, al. 1, n^o 254^{xxviii}).

Verslag van den heer Masson over de na te komen regelen tot herziening (art. 131), n^o 255^{xxix}.

Amendementen van de heeren Lemonnier en Troclet (referendum), n^o 259^{xxx}.

Verslag van den heer Helleputte over de burgerwacht (art. 122 en 123), n^o 281^{xxxi}.

Verslag van den heer Mechelynck over den Raad van State en het Hof voor geschillen van bestuur (art. 26, 105 en 106), n^o 288^{xxxii}.

Tekst van artikel 53 gewijzigd door den Senaat, n^o 290^{xxxiii}.

Tekst van artikel 55 gewijzigd door den Senaat, n^o 299^{xxxiv}.

Gedrukte stukken van den Senaat : n^os 61, 62, 63, 64, 65, 66, 68, 107 en 129 (zittingsjaar 1920-1921).

(2) Samenstelling van de Commissie, n^o 50^u van het zittingsjaar 1919-1920.

onderzoeken van eene bijzondere zijde. Zonder eenige formule, oude of nieuwe, te onttrekken aan een nieuw onderzoek, had zij aan de Commissie de bijzondere opdracht gegeven om ten minste te onderzoeken of men niet eene formule kon vinden, waardoor het mogelijk zijn zou, bij gelegenheid tot eene volksraadpleging over te gaan, terwijl de Kamers zouden vrij blijven, den uitslag van die wijze van referendum in aanmerking te nemen.

Aan de Commissie waren vier formules voorgelegd :

De eerste, die van den heer Lemonnier :

« De wetsontwerpen, door beide Kamers aangenomen, worden tot verwerping of tot goedkeuring voorgelegd aan de kiesgerechtigden voor de Kamer »
 » der Volksvertegenwoordigers, indien zulks door 100,000 kiezers aangevraagd »
 » wordt.

» Deze bepaling is niet van toepassing op de begrootingswetten, op de wetten »
 » tot inrichting van 's lands verdediging, op de wetten tot goedkeuring van »
 » vredes-, verbonds- en handelsverdragen, noch op de wetten van spoed- »
 » eischenden aard.

» Door de meerderheid van de leden, die elke van beide Kamers uitmaken, »
 » wordt bepaald of de wet spoedeischend is. »

De tweede, die van den heer Troelet :

« De wetgevende macht wordt gezamenlijk door den Koning, de Kamer der »
 » Volksvertegenwoordigers en den Senaat uitgeoefend.

» Beide Kamers kunnen niettemin verklaren dat een door haar aangenomen »
 » wetsontwerp alleen dan aan den Koning tot bekrachtiging zal onderworpen »
 » worden, wanneer het de meerderheid den stemmen bekomt bij eene raad- »
 » pleging, waaraan deelnemen de kiezers die gerechtigd zijn om de leden van »
 » de Kamer der Volksvertegenwoordigers te kiezen.

» De inrichting dier raadpleging wordt door de wet geregeld.

» Die kiezers kunnen, vóór de eindstemming over de wetsontwerpen, geraad- »
 » pleegd worden over de gepastheid of over de beginselen dier ontwerpen.

» Tot deze raadpleging kan slechts krachtens eene wet overgegaan worden ; »
 » deze bepaalt de inrichting daarvan en de vragen waarover de kiezers verzoekt »
 » worden hun advies uit te brengen.

» Die raadplegingen geschieden bij geheime stemming. »

De derde, die van den heer Mechelynck :

» Door de wet kan worden beslist dat de burgers, ingeschreven op de kiezers- »
 » lijsten voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers, kunnen geraadpleegd »
 » worden over de wetsvoorstellen aangenomen door beide Kamers of door eene »
 » van beide.

» De wet, waarbij tot de raadpleging wordt besloten, bepaalt op welke wijzen »
 » daartoe overgegaan wordt ».

De vierde, die van de heeren Mechelynck en Troelet :

« De wetgevende macht wordt gezamenlijk door den Koning, de Kamer der »
 » Volksvertegenwoordigers en den Senaat uitgeoefend.

- » De kiezers, die het recht hebben de Volksvertegenwoordigers te kiezen,
- » krachtens eene wet, geraadpleegd worden over een wetsontwerp aangenomen
- » door beide Kamers of door eene van beide.
- » De wet, waarbij die raadpleging wordt bevolen, bepaalt op welke wijzen
- » daartoe overgegaan wordt ».

De eerste formule van den heer Lemonnier is slechts de herhaling van het in eerste lezing reeds verworpen voorstel. Zij bevestigt het recht van bekrachtiging : zij onderwerpt de ontwerpen aan verwerping of aanneming, docht beperkt het aantal dezer ontwerpen. Daardoor worden uitgesloten : de begrootingswetten, al wat 's Lands verdediging of 's Lands veiligheid betreft, de handelsverdragen en ook de wetten die, volgens het oordeel van het Parlement, spoedvereischend zijn.

De eenige wijziging, door den heer Lemonnier in zijn eersten tekst gebracht, is, dat het verzoek tot referendum moet uitgaan van 100,000 in plaats van 50,000 kiezers. De indiener van het voorstel heeft eenvoudig zijn cijfer verdubbeld om te gemoet te komen aan de opwerpingen, die bij de eerste behandeling in het midden gebracht werden.

In zijn verslag van de minderheid had de heer Lemonnier de redenen uiteengezet tot staving van zijn voorstel (blz. 4). Deze redenen waren dezelfde als de beweeggronden, die de verslaggever der meerderheid had samengevat in het gedeelte van zijn eerste verslag, dat gewijd is aan de uiteenzetting van de thesis der voorstanders van het stelsel (blz. 2 en 3). Het referendum weerspiegelt beter den wil van de natie; het leidt en verheft het volksgeweten. Het maakt den politieken strijd minder scherp, omdat het geen rekening houdt met de personen. Het verzekert beter de gehoorzaamheid aan de wetten. Het begunstigt eene politiek van bezuiniging.

De opwerpingen tegen dit stelsel zijn nog immer dezelfde. Men vindt ze ook terug op bladzijde 3 van het eerste verslag. Sommige leden brachten in 't midden, onder andere, dat het stelsel, door den heer Lemonnier voorgesteld, onvolledig is, want de belangrijkste vorm van het Zwitsersch referendum is er niet in voorzien, namelijk het recht van voordracht. En de heer Lemonnier vergist zich, waar hij zegt dat de artikelen der Grondwet betreffende het recht van voordracht niet behooren tot de te herziene artikelen.

Anderzijds, en dit is een van de hoofdargumenten, kon de groote meerderheid van de Commissie niet aannemen dat 50,000 of zelfs 100,000 kiezers het recht zouden bezitten, het werk van het parlement stil te leggen en het wetgevend werk te belemmeren. Men klaagt nu reeds over de trage werkzaamheid van het Parlement. De dagorde van de Kamer is al even overladen als de rollen van de rechtbanken. Een der redenen, waarom de wetten soms gebrekkig gemaakt zijn, is dat te veel voorstellen en te veel ontwerpen op hunne beurt wachten : men wil en men moet zich haasten. Nieuwe vertragingen en nieuwe verwickelingen zouden het kwaad nog verergeren en men weet niet wat er zou kunnen gebeuren in een land van partijdriften als het onze, indien een klein gedeelte van het kiezerskorps, steunende op een nieuwen tekst van de Grondwet, naar willekeur den wetgevenden arbeid eener opkomende democratie tot onvruchtbaarheid kon doemen.

De tekst van den heer Lemonnier werd verworpen met 12 stemmen tegen 4.

. . .

De tekst van den heer Troclet is dezelfde als het amendement, dat hij indiende op 10 Mei. Krachtens dezen tekst zouden de Kamers het recht hebben te verklaren dat een door haar aangenomen ontwerp aan 's Konings bekrachtiging slechts dan zou onderworpen worden wanneer het de meerderheid der stemmen behaalde bij eene volksraadpleging, waaraan zouden deelnemen de kiezers die het recht hebben de leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers te kiezen.

In beginsel wijkt deze formule veel af van den tekst van den heer Lemonnier. Vooreerst zijn het de Kamers, die beslissen of er dient te worden overgegaan tot eene volksraadpleging, welke als eene beslissende macht zou gelden.

Zoodanige raadpleging vindt plaats vóór de bekrachtiging door den Koning. Aldus weert men gedeeltelijk de bezwaren, waarop hooger werd gewezen. Daar aan de raadpleging een beslissende macht wordt toegekend, werd zij om die reden van beginsel verworpen met 10 tegen 6 stemmen.

. . .

Het derde voorstel, uitgaande van den heer Mechelynck, was onderteekend door aanhangers en bestrijders van het organiek referendum. Dit voorstel geldt als een minnelijke schikking. Naar luid daarvan zal de wet eene raadpleging van de Kamerkiezers kunnen bevelen, hetzij na de stemming door de Kamer, hetzij na de stemming door den Senaat, doch in elk geval vóór de bekrachtiging door den Koning. Doch, in strijd met de voorgaande formules zou de beslissing aan het Parlement opgedragen blijven. Het Parlement zou raadplegen; verder zou het niet gaan. Het zou vrij blijven de door de kiezers uitgebrachte meening al of niet te volgen.

Tegen deze formule werd aangevoerd dat eene volksraadpleging, onder zoodanige omstandigheden, zeer raadselachtig zijn zou, vermits het zeer zelden gebeuren zou dat de Kamers, hebben zij eenmaal hun standpunt aangenomen, het nog noodig zouden achten het volk te raadplegen. Anderdeels is er in dit stelsel geen sprake van bekrachtiging. Het land wordt geraadpleegd; doch het Parlement kan zijne meening staande houden, zelfs wanneer deze in strijd is met de meening, door de kiezers uitgebracht.

De voorstanders van het amendement deden gelden, dat het feitelijk niets nieuws invoert. Volgens hen, wordt eene volksraadpleging, in den etymologischen zin van het woord, door onze Grondwet niet verboden. Anderdeels beweert men ten onrechte, dat er geene bekrachtiging zou zijn, vermits het Parlement beslist. Ten slotte, zou het gevaarlijk zijn dezen tekst te verwerpen; dat ware in den bestaanden toestand een stap achteruit.

De formule-Mechelynck werd met 10 stemmen tegen 6 verworpen.

De laatste formule, insgelijks een formule tot minnelijke schikking, gaat van dezelve beginselen uit als de voorgaande tekst :

« De burgers, die het recht hebben de leden van de Kamer der Volksvertegen-
» woordigers te kiezen, kunnen, vóór het aannemen van een wetsontwerp door
» eene van beide Kamers, geraadpleegd worden over de beginselen en de gepast-
» heid van het ontwerp.

» Tot deze raadpleging wordt overgegaan krachtens eene wet, die de wijzen
» daarvan bepaalt. Zij geschiedt bij geheime stemming. »

Zij handhaaft den zuiver raadgevenden aard van het referendum, waartoe door eene wet moet besloten worden; doch over het oogenblik, waarop het plaats zou vinden, verschilt zij van den voorgaanden tekst. Door deze formule wordt klaar bepaald, dat tot de raadpleging moet overgegaan worden alvorens de Kamer of de Senaat het ontwerp hebben aangenomen, en dat zij betreffen moet, hetzij de beginselen, hetzij de gepastheid van het ontwerp, op de wijzen door het Parlement vast te stellen.

Eene laatste opwerping werd tegen deze formule aangevoerd, namelijk : het is niet zeker dat het kiezerskorps hetzelfde zijn zal voor de Kamer en voor den Senaat; onder die omstandigheden kan men niet aannemen dat het advies, uitgebracht door de meerderheid van slechts één kiezerskorps, gelden zou als de meening van geheel het land. Daarop werd echter geantwoord, dat het kiezerskorps der Kamer het meest uitgebreid is en dat het, bijgevolg, geacht wordt de meening van het wettelijk land beter te vertegenwoordigen. Deze laatste formule werd verworpen bij staking van stemmen : acht tegen acht.

* * *

Na het verwerpen van al de formules deed een der leden van de Commissie gelden, dat dit verwerpen geen wijziging hoegenaamd brengen moest in de beteekenis, door enkelen aan den tekst der Grondwet gehecht, namelijk dat deze eene mogelijke raadpleging van het kiezerskorps niet verbiedt.

Andere leden waren van gevoelen dat, integendeel, door het verwerpen van al de formules en inzonderheid van die welke den vorm der volksraadpleging bedoelen, de beteekenis, welke aan den tekst van onze Grondwet moet gegeven worden, voortaan zou vastgesteld zijn.

Echter, daar de gedachten zoo uiteenlopend waren, werd er beslist deze quaestie van verklaring aan de Grondwetgevende vergadering zelf te onderwerpen, te meer daar reeds in den Senaat eene meerderheid schijnt te ontstaan voor het opnemen, in den tekst der Grondwet, van het beginsel van het referendum.

De Verslaggever,
C. HUYSMANS.

De Voorzitter,
ÉMILE BRUNET.
